

Numéro 33 - 2 juillet 2023

Négociez! Ne dictez pas!

Rassemblement et journée d'action animés en soutien aux grévistes de Sel Windsor



• **Oui à la négociation! Non à l'extorsion!**

– *Enver Villamizar* –

Vidéo

- **Les travailleurs du sel de Nouvelle-Écosse partagent leurs expériences**

Négociez! Ne dictez pas!

Rassemblement et journée d'action animés en soutien aux grévistes de Sel Windsor

Le vendredi 29 juin, des travailleurs de divers secteurs de Windsor-Essex, dont beaucoup sont représentés par Unifor dans le secteur automobile, ainsi que des enseignants et des travailleurs de l'éducation actifs et retraités, des employés municipaux, des travailleurs de la fonction publique

fédérale et provinciale, des infirmières et des membres de la communauté, ont participé à un rassemblement de solidarité en appui aux travailleurs de Sel Windsor qui sont en grève. Des membres d'Unifor et des retraités d'autres régions de l'Ontario se sont joints à eux, notamment le syndicat Mine Mill de Sudbury et des mineurs de sel de Goderich. Une délégation de trois travailleurs venus tout droit des opérations de Sel Windsor à Pugwash, en Nouvelle-Écosse, pour montrer leur solidarité, s'est également jointe au rassemblement, apportant un drapeau Unifor signé par leurs collègues de la mine, expression de l'unité des travailleurs de Sel Windsor à Pugwash avec les grévistes de Windsor.



Roxanne Dubois, adjointe exécutive de la présidente nationale d'Unifor, Lana Payne, a souhaité la bienvenue à tous : « Nous sommes ici aujourd'hui pour reconnaître le courage et la résilience de tous les membres d'Unifor qui sont en grève depuis quatre mois maintenant, a-t-elle déclaré. Nous sommes également ici pour montrer que nous allons nous serrer les coudes pour défendre ces membres en grève jusqu'à ce qu'une convention collective équitable soit conclue. »



Jodi Nesbitt, présidente de la section locale 240 d'Unifor, qui représente le personnel de bureau de la mine et de l'usine d'évaporation de Windsor, a ensuite pris la parole. Elle a remercié le comité de négociation de la section locale 240 et le comité de négociation des mineurs et des travailleurs de la production de la section locale 1959 pour leur travail acharné et leur syndicat national pour son soutien, elle a remercié les travailleurs de Windsor-Essex et leurs syndicats, ainsi que les

petites entreprises et les militants qui ont soutenu les travailleurs en se joignant à eux sur les piquets de grève, en leur apportant de la nourriture et en faisant des contributions financières substantielles. « Sans ces dons, je peux vous dire que cette période difficile le serait encore plus », a-t-elle dit. Elle a ensuite remercié tout particulièrement Lisa Gretzky, députée provinciale de Windsor-Ouest, la

circonscription où se trouve l'usine d'évaporation, ainsi que les enseignants et les travailleurs du secteur de l'éducation pour leur soutien constant. Elle a appelé les politiciens présents à soutenir les travailleurs et à se rendre sur les piquets de grève. En conclusion, elle a adressé les mots suivants à tout le monde : « C'est notre combat à tous. Et sans chacun d'entre vous, ce serait beaucoup plus difficile. Nous allons donc nous battre ensemble. »

Bill Wark, président d'Unifor de la section locale 1959 a également remercié ceux et celles qui ont pris le temps d'assister au rassemblement. « La situation a été incroyablement difficile, mais l'engagement de ces travailleurs est inégalé, a-t-il dit. Nous resterons forts aussi longtemps qu'il le faudra. » Il a remercié tout particulièrement les mineurs de Goderich, Sudbury et Pugwash de s'être joints au rassemblement et a exprimé combien il était important pour les travailleurs de Windsor qu'ils soient venus les appuyer.



Le secrétaire-trésorier national d'Unifor, Len Poirier, a ensuite pris la parole : « Faire la grève est un droit au Canada et nous nous battons toujours pour le faire », a-t-il souligné. Il a déclaré que le bureau national d'Unifor et toutes les sections locales membres soutiennent les travailleurs en grève et seront présents jusqu'à ce qu'un accord soit conclu. Il a tenu à remercier les retraités d'Unifor qui sont venus en autobus d'autres villes du sud de l'Ontario pour participer au rassemblement. Le vice-président exécutif du Conseil régional de l'Ontario d'Unifor, Brian Chapman, qui l'a suivi, a réitéré le soutien d'Unifor et annoncé

que le Conseil régional de l'Ontario faisait un don de 15 000 \$.

Rob McKellar, président de la section locale 823 d'Unifor, qui représente les travailleurs de la mine de sel de Windsor à Pugwash, en Nouvelle-Écosse, a partagé l'expérience de ses membres avec Stone Canyon. « Depuis qu'elle nous a rachetés, l'entreprise a décimé notre main-d'oeuvre, a-t-il dit. Nos effectifs sont les plus bas que j'aie jamais vus. » Lorsque les travailleurs ont appris l'existence du rassemblement à Windsor, ils ont su qu'ils devaient faire quelque chose, a-t-il dit, et ils ont donc décidé d'envoyer une délégation. « C'est pourquoi nous sommes venus ici pour apporter tout notre soutien », a-t-il ajouté, pour montrer que les travailleurs du sel sont conscients qu'ils mènent un même combat contre une entreprise étrangère qui brise les syndicats, et qu'ils ne font qu'un.



L'ancien président national des Travailleurs canadiens de l'automobile, Ken Lewenza, originaire de Windsor, a pris la parole à son tour. Il a salué les travailleurs du sel qui, selon lui, font des sacrifices incroyables, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour le mouvement syndical et le droit des travailleurs de progresser plutôt que de revenir 50 ou 60 ans en arrière. « Mon message à l'employeur aujourd'hui est le suivant : vous n'allez pas affamer ces travailleurs !, a-t-il dit. Nous allons mettre en place un mécanisme pour que la solidarité syndicale ne se limite pas à des mots. La solidarité syndicale, c'est faire en sorte que les

travailleurs puissent payer leurs factures, leur hypothèque et s'occuper de leurs enfants. Pour cela, il faudra que tous les membres d'Unifor s'unissent pour aller de l'avant. » Il a demandé à tous les élus présents d'user de leur influence pour dire au gouvernement provincial que s'il veut vraiment améliorer les relations de travail en Ontario, il doit utiliser le pouvoir du gouvernement pour dire à Stone Canyon qu'il doit retourner à la table de négociation et négocier de bonne foi.

La députée provinciale Lisa Gretzky, qui a ensuite pris la parole, a salué les élus de la Ville de Windsor, du comté d'Essex et du gouvernement provincial qui étaient présents. « Nous avons besoin de politiciens qui ne se contentent pas de se présenter pour des séances de photos. Nous avons besoin de politiciens qui sont prêts à poursuivre les gouvernements à tous les niveaux pour qu'ils fassent ce qu'il faut, a-t-elle dit. Elle a demandé au député progressiste-conservateur de Windsor-Tecumseh, qui était aussi au rassemblement, d'appuyer le projet de loi du NPD qui réglementerait l'utilisation des briseurs de grève [1] : « Il y a des gens qui viennent faire le travail de ces travailleurs et tant que cette loi anti-briseurs de grève n'est pas adoptée, il ne s'agit pas d'un processus de négociation collective juste et libre car le pouvoir est entre les mains de l'employeur », a-t-elle déclaré.



La présidente nationale d'Unifor, Lana Payne, a clôturé le rassemblement en remerciant toutes les personnes venues soutenir les grévistes, en particulier ceux venus de l'extérieur. Elle a remercié les syndicats d'enseignants de l'Ontario d'avoir exigé que le régime de retraite des enseignants de l'Ontario utilise ses investissements dans Stone Canyon et son siège au conseil d'administration pour défendre les droits des travailleurs du secteur du sel en grève. Elle a évoqué l'état des négociations et la manière dont la grève allait se terminer. « Nos membres ne seront pas affamés. Ils ne seront pas mis à genoux. Ils obtiendront une convention collective équitable, quoi qu'il arrive, et ils reprendront le travail à la mine avec fierté et la tête haute. C'est ainsi que cela va se terminer », a-t-elle déclaré sous des applaudissements nourris.

« Contrairement à l'employeur, nous ne négocierons pas en public. Il a essayé de le faire cette semaine en divulguant une partie de son offre au monde entier. Que les choses soient claires. Nos membres ne sont pas nés de la dernière pluie. Ils voient ces tactiques pour ce qu'elles sont : une tentative vouée à l'échec de s'interposer entre les membres et leurs dirigeants. Pas sous nos yeux, pas dans notre syndicat ! Cela ne se produira pas aujourd'hui, ni jamais. » S'adressant à l'entreprise, elle a dit que les travailleurs n'accepteront pas les tactiques antisyndicales. « Nous resterons unis jusqu'à ce que nos membres obtiennent un accord équitable qu'ils peuvent accepter, et d'ici là, tout Unifor sera à leurs côtés – aujourd'hui, demain, aussi longtemps qu'il le faudra ! », a-t-elle dit en conclusion.

En plus des participants au rassemblement à Windsor, des travailleurs de partout au Canada ont participé à la journée d'action en prenant des photos d'eux-mêmes se tenant en solidarité avec les travailleurs de Sel Windsor sur leur lieu de travail. Le rassemblement et les actions sur les médias sociaux montrent la prise de conscience que la position des travailleurs de Sel Windsor de dire Non ! est importante pour l'ensemble du mouvement syndical et doit être soutenue.





Les membres d'Unifor en Ontario participent à la journée d'action en soutien aux travailleurs de Sel Windsor.

Note

1. « Le projet de loi anti-briseurs de grève du NPD en Ontario », Enver Villamizar, Forum ouvrier, 18 avril 2023

(Photos : Unifor)



Oui à la négociation! Non à l'extorsion!

– Enver Villamizar –

Le 27 juin, deux jours avant un grand rassemblement appelé par Unifor à Windsor, en Ontario, pour soutenir les travailleurs du sel en grève, Stone Canyon Industries Holdings Inc. (SCIH), la société

américaine propriétaire de Sel Windsor, a publié un communiqué de presse. Elle affirme que les négociations avec les syndicats représentant les grévistes avaient échoué parce que l'un des syndicats était revenu sur un accord que l'entreprise croyait avoir conclu sur « certaines questions cruciales ». L'entreprise affirme également qu'elle n'avait pas l'intention de sous-traiter les emplois syndiqués, laissant entendre que les travailleurs voulaient rester en grève jour après jour sans raison valable, ce qui est trop ridicule pour mériter considération.



Les représentants des grévistes ont indiqué qu'ils n'étaient pas au courant de l'échec des négociations et que l'entreprise s'était une fois de plus retirée arbitrairement. Cette attitude de l'entreprise s'apparente à de l'extorsion, une pratique qui consiste à obtenir quelque chose par la force et la menace. Dans une déclaration publique, Unifor a réagi au geste de l'entreprise en affirmant que ces tactiques visant à diviser les rangs des travailleurs sont vouées à l'échec. Le syndicat fait ensuite cette remarque très pertinente : la compagnie sait évidemment qu'il y a des problèmes en suspens à la table de négociation et devrait travailler avec le syndicat pour les résoudre au lieu de se livrer à des tactiques de diviser pour régner.

Avec l'achat d'usines au Canada, aux États-Unis et au Chili, Stone Canyon se vante d'être le plus grand producteur de sel au monde. C'est peut être vrai, mais malgré la grève en cours l'entreprise agrandit ses puits et ses canalisations pour extraire de plus grandes quantités de saumure à Malden Park, qui appartient à la Ville de Windsor. Le conseil municipal a accordé plusieurs dérogations pour des terrains publics afin de faciliter cette expansion. Le projet a commencé en janvier et, comme l'indiquent les panneaux, devrait se poursuivre jusqu'à septembre. La Ville de Windsor avait accordé aux anciens propriétaires de Sel Windsor le droit d'étendre la production plus profondément dans la mine de sel gemme. Il est clair que les installations de production sont en train d'être agrandies.

Il convient de noter que cela se produit à un moment où l'on assiste à des développements majeurs concernant l'utilisation du sel pour le stockage et la production d'électricité. Parmi ses autres utilisations critiques, le sodium provenant du chlorure de sodium est un ingrédient clé dans la production de ce que l'on appelle l'énergie verte. Cela comprend de nouveaux plans pour son utilisation dans les batteries pour véhicules électriques. Les batteries sodium-ion sont développées comme une alternative moins chère et plus sûre aux batteries lithium-ion, à la fois pour les batteries des véhicules électriques et pour les unités stationnaires sur terre. Le stockage des batteries est le pivot de l'électrification de l'économie qui a lieu actuellement. Sans moyens de stocker l'énergie produite à partir de sources renouvelables telles que le vent et l'eau, l'énergie éolienne et

hydraulique n'a qu'une utilité intermittente. Le stockage par batterie apportera de la stabilité aux réseaux électriques et permettra d'étendre l'utilisation de l'électricité à tous les aspects de notre vie, y compris aux voitures électriques.



Travaux à Malden Park, Windsor, Ontario, pour l'extension du réseau de pipelines et de puits de saumure pour l'extraction et le transport de la saumure de sel vers l'usine d'évaporation de Sel Windsor

Les batteries sodium-ion à base de sel sont prometteuses, car elles sont efficaces à la fois à des températures très élevées et très basses. Elles ne s'enflamment pas aussi facilement que les batteries lithium-ion, ce qui, de l'avis général, est devenu un grave problème. Le sel de chlorure de sodium fondu est également utilisé pour produire de l'électricité à partir de petits réacteurs nucléaires auxquels s'intéressent également ceux qui investissent dans une économie verte.

Le sel est beaucoup moins cher que le lithium et il s'agit d'une ressource facilement disponible dans de nombreux pays, notamment le Canada, où l'on trouve des mines à Windsor et Goderich, en Ontario, à Pugwash, en Nouvelle-Écosse, aux Îles-de-la-Madeleine, au Québec et ailleurs. Les travailleurs du sel à ces endroits soutiennent tous la grève à Sel Windsor.

Les enseignants de l'Ontario sont impatients de voir leur régime de pension, l'une des plus grandes sources de capital d'investissement au monde, utilisé pour faire progresser l'économie verte. Mais

pourquoi cela devrait-il se faire aux dépens des travailleurs sans lesquels rien ne peut être produit ? C'est actuellement le cas avec ses investissements majeurs dans la SCIH ? Les enseignants n'accepteront jamais que leur régime de pension soit utilisé par des gouvernements ou des entreprises privées qui considèrent que les travailleurs sont sacrificiables, superflus et jetables.

Le monde a besoin d'investissements dans cette nouvelle technologie pour permettre une expansion à grande échelle. En tant qu'enseignants qui consacrent leur vie à former la jeune génération en santé pour garantir un avenir sain à la société, nous ne sommes pas opposés à l'investissement de nos pensions dans les technologies nouvelles et émergentes qui ont un grand potentiel pour la société. Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec le fait d'investir l'argent de nos retraites dans une entreprise qui pratique l'extorsion.

Alors que cherche à obtenir la SCIH par la force et les menaces ? L'objectif de cette société de portefeuille américaine est d'accroître ses profits en éliminant tout obstacle à l'exploitation d'une ressource canadienne précieuse et essentielle.

Cela comprend l'élimination d'emplois syndiqués stables qui respectent des normes élevées en matière de santé, de sécurité et de qualité. Pour ce faire, l'entreprise a recours à la sous-traitance et à d'autres modifications des règles de travail, qu'elle qualifie de « flexibilité ». Dans le cadre de ces ententes, les travailleurs sont censés compromettre les normes élevées qu'ils ont développées au fil des générations pour soutenir la production.

Comme enseignants, nous avons vécu l'expérience d'une rhétorique similaire sur la « flexibilité ». Pendant la pandémie, on attendait de nous que nous soyons « flexibles » en ce qui concerne notre santé, notre sécurité et nos conditions de travail, alors que le gouvernement faisait des annonces quotidiennes sur nos conditions de travail sans nous consulter ni négocier avec nous.

Nous ne sommes pas opposés à la flexibilité, mais nous sommes opposés à la destruction des syndicats et aux diktats, car nos conditions de travail sont les conditions d'apprentissage des étudiants.

En discutant avec les travailleurs du sel sur le piquet de grève, nous avons appris que la notion de flexibilité de l'entreprise consiste à pousser les travailleurs et les machines jusqu'à leur point de rupture uniquement pour obtenir des chiffres favorables et un gain personnel, sans tenir compte des conséquences pour les gens, la production, la ville et le pays. En d'autres termes, cela n'est pas viable et est rejeté à juste titre par les travailleurs.

La SCIH doit cesser son racket d'extorsion et respecter le droit des travailleurs de décider de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Les enseignants sont déterminés à faire en sorte que notre régime de retraite ne soit pas utilisé pour financer des causes qui vont à l'encontre des intérêts des travailleurs et de notre pays.

Le sel est une ressource précieuse et nos travailleurs sont inestimables pour nous. La SCIH devrait cesser de prolonger cette grève avec ses tactiques d'extorsion. Plus la SCIH persistera, plus les enseignants défendront notre demande que notre régime de pension n'investisse pas dans des entreprises antisyndicales et antisociales.

Négociez ! Ne dictiez pas !

Enver Villamizar est enseignant au secondaire à Windsor, en Ontario.



Vidéo

Les travailleurs du sel de Nouvelle-Écosse partagent leurs expériences



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca